

Recherche, routine et art martial

La situation actuelle de la recherche s'inscrit dans le démantèlement annoncé des différentes instances du service public. Le glissement vers le privé des services élémentaires commence généralement, au sein même d'un fonctionnement normal, ce qui le rend d'autant plus pernicieux. Ce glissement par l'intérieur, discret et invisible, ne suscite pas d'alerte, il s'inscrit dans le détail d'un fonctionnement habituel ; il faut ouvrir l'œil pour débusquer l'anguille.

Mais à y regarder de plus près, on se rend tout de même compte de certaines absences, diminutions ou volontés à l'œuvre.

La recherche va mal. Prise dans la vague de réformes qui s'accélère aujourd'hui, mais qui avaient été préparées de longue date, elle voit ses fonds réduits outrageusement, d'une année sur l'autre, ses cursus modifiés arbitrairement, ses effectifs réduits, ses débouchés inexistantes. Mais ce qui est à l'œuvre pour « réformer » celle-ci, c'est un fonctionnement « normal », routinier : une collégiale de décision, un doyen, des comités scientifiques, des réunions, des imprimés, le bulletin officiel, et je ne sais puisqu'en tant qu'étudiante (je viens de commencer une thèse de philosophie¹), je ne fais, bien entendu, pas partie de cette organisation raisonnable.

Je ne doute pas que certains acteurs de ce fonctionnement fassent de leur mieux pour gérer le budget qui leur est attribué et auquel ils ne peuvent qu'acquiescer, mais tout de même... Quand le fonctionnement routinier nous affame, pour employer quelque grand mot tapageur (une fois n'est pas coutume), il faut peut-être hausser le ton, et taper du poing sur la table, ou se remettre au karaté avant le prochain conseil d'administration...

Pour parler de ce que je connais, prenons la situation de la recherche en sciences humaines, et plus spécifiquement au sein du département de philosophie de Grenoble (Université Pierre Mendès France) :

- Le nombre de bourse est diminué d'année en année, (notamment entre l'année 2001 et 2002-2003), on passe de 6 bourses délivrées, pour préparer un DEA (Diplôme d'études approfondies, bac plus 5) ou un concours de l'enseignant publique (l'agrégation ou le CAPES) à 2 bourses pour les mêmes formations ; autrement dit, d'une année sur la suivante on passe l'air de rien et surtout sans justification, de six personnes aidées (et qui vont pouvoir continuer leurs études) à seulement deux.
- Quant aux personnes qui souhaitent s'engager dans la recherche « pure », et faire une thèse, les financements sont encore plus amoindris. Il y a quelques années, à Grenoble, il y avait une à deux allocations de recherche en philosophie chaque année (pour 5 ou 6 candidats environ). Cette année, il n'y aura qu'une seule allocation pour 4 disciplines confondues : la philosophie, la sociologie, la psychologie et les sciences de l'éducation, qui vont devoir se partager une seule allocation pour environ 15 jeunes thésards ! Il faut savoir que l'allocation de recherche, cette espèce en voie de disparition, permet de conduire sérieusement ses recherches, de ne pas chercher une source de revenu étrangère à votre sujet d'étude, de se consacrer entièrement à une activité qui, pour certains, a constitué un horizon pendant les longues années d'apprentissage universitaires. Ces allocations de recherche – dont je ne sais si l'on peut encore en parler au présent – donnaient à l'heureux élu(e) une indemnité mensuelle sur trois ans, d'environ 6000 francs (je vous laisse le soin de convertir en euros).
- D'autre part, la durée des cursus est arbitrairement modifiée : par exemple, pour faire sa thèse il va devenir obligatoire de ne prendre que 3 ans non reconductibles alors qu'il s'agit d'une vaste entreprise scientifique qui nécessite une posture de singularité particulière, puisqu'un thésard doit devenir le seul et le meilleur spécialiste de son domaine de recherche ; seulement trois ans, alors que l'absence de financements, rend le travail rémunéré (souvent les petits boulots), indispensable, et raccourcit parfois considérablement le temps alloué au travail intellectuel. Petite précision sur la thèse : il s'agit d'un travail

¹ Je travaille à Grenoble, sous la direction de Denis Vernant (philosophe du langage et de la logique) ; je m'intéresse au réel comme complexité impliquant un rapport éthique et pragmatique spécifique. Autrement dit, je m'interroge sur quel type de rapport nous pouvons avoir avec le réel afin d'en respecter la différencialité et la complexité. En arrière fond de cette réflexion se noue la question de l'engagement du philosophe dans le concret, ainsi que sa manière de connaître les pratiques humaines et la réalité en s'y inscrivant lui-même, tant que possible... une recherche qui commence...

qui nécessite une somme de lectures énorme, des rencontres avec d'autres chercheurs, des articles et communications indispensables à l'avancée de vos travaux, des échanges réguliers avec un directeur de recherche, et selon moi, des expériences pratiques comme des stages, et autres prises dans le concret.

- La dévalorisation des cursus courts, qui s'arrêtaient autrefois à la maîtrise ; aller jusqu'à bac plus 4 ne signifie plus grand chose, il faut à présent pousser jusqu'au DEA, alors même que cette formation n'est presque plus financée...

Et ceux dans une ville comme Grenoble que l'on dit « bien dotée » en matière universitaire...

Il y a tout de même deux issues qui sont proposées aux jeunes chercheurs : soumettre ses capacités d'analyse et son savoir à une entreprise (qui a ainsi droit de regard sur votre « productivité » et le fond de vos recherches) ou partir travailler à l'étranger. Un pays riche et vantard en matière de qualité culturelle incite ses éléments nouveaux à prendre la fuite, refusant de les financer décemment après les avoir formés.

À moins que les critères ne nous échappent et que les réelles intentions nous fuient... le plus grave reste que cette absence de fond, éminemment politique à mon sens, met en réel danger l'existence même d'un petit nombre de gens qui souhaitent consacrer une partie de leur vie à la recherche sur le sens de celle-ci, penser la société et ses structures, ses implications.

Le fonctionnement routinier, systématiste et non-transparent de l'université aujourd'hui, rend difficile la percée au jour de ses directives. Celles-ci, rendues sous-jacentes, imposent et nous disposons, se parant du fonctionnement habituel, sans esclandre ou texte décisive, face à une population universitaire rendue aussi frieuse que dégonflée par la concurrence qui règne en son sein faute de moyens suffisants pour tous.

Cependant, il faut être aveugle pour ne pas compter le nombre d'aides, et voir que si cela continue il n'y en aura plus. Question d'acuité critique, ou d'engagement, pour employer les grands mots.

Quelques questions se posent : Notre État a-t-il intérêt à laisser proliférer les têtes pensantes ? La fonction de chercheur en sciences humaines peut-elle encore exister dans le cadre institutionnel de l'université ? Cette fonction mérite-t-elle un revenu à part entière ? La recherche est-elle utile ?

J'arrête peut-être là cette naïve litanie interrogative, bien qu'il semble aujourd'hui vital de reposer certaines questions afin d'y réfléchir, encore et toujours, et d'agir à nouveau frais.

Car cette situation est à comprendre dans une perspective élargie, hors de tout corporatisme larmoyant. C'est encore une fois, à travers la rupture des fonds d'aide et la réorganisation absconse des cursus, la culture et l'éducation qui se trouvent amoindries, et mises à mal. Une seule alternative à suivre dans l'urgence : mieux percer ce fonctionnement routinier et pernicieux, tout en s'inscrivant urgemment dans des cours du soir de full-contact.

Car il s'agit bien de se défendre, pour que la culture intellectuelle issue de l'université ait encore une place réelle, non réservée à quelques-uns, et selon son ancien vœu « démocratique ». L'urgence consisterait peut-être à ne pas attendre que nous soyons supervisés par des sponsors économiques, mais d'ores et déjà défendre, analyser et sans doute transformer l'université qui nous a formés, et cerner ce qu'il convient d'en sauver.

En effet, cela peut sembler étrange, voire incongru de défendre cette vieille instance qu'est l'université. Il est vrai qu'il y a bien d'autres manières moins formalistes d'acquérir du savoir et de développer une pensée critique. Cette institution n'est en rien détentrice de la pensée rigoureuse et vivante, loin de là. Cependant, s'il n'y a guère d'espoir quand à sa vivacité et à sa capacité d'accueil des jeunes chercheurs qui ne collent pas assez à son moule rétréci, elle reste une instance indispensable et qu'il nous faut défendre. Ce qui questionne cette volonté défensive de l'université (et de son fonctionnement démocratique, laïc, ouvert à tous, etc.) c'est peut être sa mollesse à défendre ses propres éléments. Que font les universitaires aujourd'hui face à la fonte au soleil des aides à la recherche ? Que répondent-ils à l'incitation au partenariat avec l'entreprise ou au départ à l'étranger ?

La recherche doit pouvoir exister, mais je crains que pour cela, il faille sérieusement penser la branche sur laquelle elle est effectivement assise. Ou alors inventer d'autres statuts hors du cadre de la fac qui permettent à ceux qui consacrent leur temps à la réflexion sur la société, l'homme, ses pratiques et les idées de se dégager d'une dépendance dangereuse.